Remontant le cours des âges il a fait remarquer que les solutions de continuité dans la résistance du Sacré-Collège à cette ingérence des pouvoirs séculiers, se trouvent pleinement justifiées par les conditions historiques dans lesquelles se développa le *veto*, et que ces solutions n'ont pu se produire qu'à la faveur d'une " patiente tolérance ". Dans une étude magistrale parue il y a quelque temps dans le *Correspondant* (1), M. Etienne Lamy a retracé les origines de cette ingérence et analysé les causes de sa formation.

" L'ambition d'intervenir dans le choix des Papes ", écrit-il, " est chez les souverains aussi ancienne que le catholicisme. Empereurs de Rome et de Byzance, rois goths ou lombards, souverains germaniques, tous les pouvoirs dont la main peut s'étendre jusqu'à Rome, prétendent jusqu'au douzième siècle au droit de confirmer l'élection pontificale. Le mode d'élection favorisait leurs ingérences. Bien que la primauté du Pontife romain sur toute l'Eglise fut reconnue dès l'origine, l'on a longtemps élu l'évêque de Rome par les moyens en usage pour l'élection des autres évêques, et dans des siècles où les laïques et le clergé intervenaient pour proposer ou accepter les évêques, le Pape était choisi par le clergé et le peuple de Rome. Or, l'usage de choisir comme un évêque ordinaire et par un corps d'électeurs tout locaux et mal définis l'évêque universel, fournissait à la fois aux empereurs pour investir cette autorité des facilités et même un prétexte d'utilité religieuse ; représentants et défenseurs de l'Eglise universelle, ils se disaient meilleurs

(1) Le Conclave. *Correspondant*, 10 octobre 1903.